" D'GEMENGEWO "
BÄERTRËFF

No 1 / 2002

Informatiounsblatt vun der Gemengerôtssëtzung vum 13. März 2002

Erschéngt no jidder Gemengerôtssëtzung

ERAUSGINN VUN DE GEMENGERÔTSMEMBEREN

ADEHM Guy REISDORF Ed. REUTER Carlo WALERIUS Ern

Gemeinderatssitzung vom 13. Maerz 2002

Anwesend : Georges Konsbruck Bürgermeister; Léon Conrad , Yvonne Scholtes - Bausch Schöffen ; Guy Adehm, Ed. Reisdorf, Carlo Steimetz , Ern Walerius ,Gemeinderäte.
Oé Claude ; Gemeindesekretär.
Nicht anwesend: Rat Carlo Reuter (krankheitshalber entschuldigt)
Rat Daleiden Pierre (entschuldigt)

Der Herr Bürgermeister eröffnete die Sitzung gegen 20.00 Uhr im Beisein von 8 Zuhörern.

Die Oppositionsräte liessen vorab am 10. Maerz 02 nachstehenden Zusatzpunkt auf die Tagesordnung setzen:

- Nous référant au jugement du Tribunal administratif du 12 février 2001 prononcé en faveur des citoyens Guy Adehm et Ern Walerius de Berdorf, confirmé en appel par la Cour administrative du Luxembourg dans un arrêt du 20 décembre 2001 et par lequel l'entreprise des P&T s'est vue refuser l'autorisation d'exploitation pour des antennes GSM dans le clocher de l'église sur base des dispositions combinées des articles 17.2. de la loi du 10 juin 1999 sur les établissements classés et 11 du règlement sur les bâtisses de la commune de Berdorf.

- Nous référant au fait que les juges se sont basés sur l'interprétation de la règlementation communale sur l'urbanisme pour arriver à la conclusion que le clocher de l'église situé dans la zone de bâtiments et d'aménagement publics telle que définie par le règlement des bâtisses de la commune n'est pas destiné à accueillir une station d'émission et de réception GSM.

- Etant donné que selon jugement du Tribunal, le Bourgmestre a omis de délivrer aux P&T une autorisation de construire correspondante.

- Nous référant à " l'Avis Public " du Bourgmestre, publié depuis le 7 mars 2002 au panneau d'affichage ("Reider ") de la commune et relevant que par décision de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi du 22.02.02 l'autorisation n° 3/2000/0031/39200/106 du 16 mars 2000 accordée à l'entreprise des P&T, Direction Générale pour l'exploitation d'une station GSM à Berdorf 6, rue de Consdorf (clocher de l'église) **est retirée.**

- Constatant que malgré une mise en demeure adressé par l'intermédiaire de notre avocat au P&T par laquelle est exigée la cessation immédiate de l'exploitation de la station GSM, l'entreprise des P&T continue de violer les textes légaux et réglementaires en vigueur.

- Nous référant au fait que le refus des P&T de cesser l'exploitation de la station GSM au clocher de l'église de Berdorf constitue une infraction pénale au sens de la loi du 10 juin 1999 sur les établissements classés respectivement du règlement des bâtisses de la commune de Berdorf.

- Etant donné que votre propre responsabilité est engagée dans cette affaire, et comme d'ailleurs Monsieur le Ministre de l'Intérieur vous l'a déjà signalé par écrit en date du 11 mai 2000, et en application de l'article 25 de la loi communale du 13 décembre 1988, nous vous prions de mettre à l'ordre du jour le point suivant:

° **"Quelles démarches est-ce que vous allez entreprendre dans cette affaire engageant votre entière responsabilité, pour que le jugement prononcé en faveur des citoyens de la commune de Berdorf soit exécuté en bonne et due forme? "**

Bürgermeister Konsbruck und Schöffe Conrad machten von der Möglichkeit Gebrauch um im Vorfeld der Sitzung schriftlich Stellung zu dieser von den Räten gestellten Frage zu nehmen.

Zu Beginn der Sitzung betonte Bürgermeister Konsbruck, dass man bedingt durch die Komplexität dieser Frage, juristische Hilfestellung vor der Erstellung des Antwortschreibens in Anspruch nehmen musste.

Nachstehend übermitteln wir Ihnen die Stellungnahme:

Messieurs,
La question vise le jugement rendu à la date du 12 février 2001 par le Tribunal administratif statuant sur un recours introduit par M. Guy Adehm et M. Ernest Walerius contre une décision du Ministre du Travail et de l'Emploi en présence de l'Entreprise des Postes et Télécommunications en matière d'établissement classés.

Ce jugement a dit pour droit que l'autorisation sollicité le 28 février 2000 pour compte de l'Entreprise des P&T encourt le refus sur base des dispositions combinées des articles 17.2 de la loi du 10 juin 1999 sur les établissements classés et 11 du règlement sur les bâtisses de la commune de Berdorf.

Le jugement a été confirmé par arrêt de la Cour administrative du 20 décembre 2001.

L'installation concernée est constituée d'une station d'émission et de réception GSM composée de 3 antennes d'une puissance rayonnée unitaire de 500 W (27 dBW) à Berdorf,6, rue de Consdorf.

Par arrêté du Ministre du Travail et de l'Emploi du 22 février 2002, l'autorisation d'exploitation accordée à l'Entreprise des P&T a été retirée. L'émetteur GSM installé dans le clocher de l'église paroissiale de Berdorf est à mettre hors service avec effet immédiat. Les antennes GSM, l'émetteur ainsi que toutes les installations annexes et connexes installées sur le site en question sont à démonter dans un délai d'un mois après la notification du retrait d'autorisation.

L'Administration communale de Berdorf n'était pas partie à la procédure contentieuse devant les juridictions administratives. Etant donné que l'établissement concerné est un établissement de la classe 3, la compétance en matière d'autorisation appartient aux ministres concernés. La commune n'a aucune compétence ni aucune responsabilité dans la procédure d'autorisation ou dans la procédure de retrait.

Conformément à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, en cas d'infraction aux dispositions des articles 4, 6, 13, 17, 18 et 20 de cette loi, les ministres concernés pour les établissements de la classe 3 peuvent, selon le cas faire suspendre, après une mise en demeure, en tout ou en partie l'exploitation ou les travaux de chantier par mesure provisoire ou faire fermer l'établissement ou le chantier en tout ou en partie et apposer des scellés.

Etant étrangère à la fois à la procédure administrative applicable et à la procédure contentieuse précitée, l'Administration communale de Berdorf n'a également aucune compétence pour intervenir dans l'exécution d'une sentence administrative mettant fin au recours formé par M. Guy Adehm et M. Ernest Walerius contre une décision du Ministre du Travail et de l'Emploi en présence de l'Entreprise des P&T.

Le bourgmestre n'a pas été saisi d'une demande autorisation de construire de la part de l'Entreprise des P&T, de sorte qu'aucune autorisation de construire n'a été délivrée et qu'aucun refus d'autorisation de construire n'a été prononcé.

L'Administration communale de Berdorf n'a pas à commenter ni les démarches des avocats des parties, ni les réactions de l'entreprise des P&T dans le cadre d'un litige où elle n'est pas partie.

Le bail conclu entre la commune de Berdorf et l'Entreprise des P&T n'est pas une décision administrative portant autorisation de construire, respectivement autorisation d'exploitation.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos salutations distinguées.

Pour le collège des bourgmestre et échevins,

signatures Konsbruck et Conrad

Diese schriftliche Reaktion zeigt, dass unsere Gemeindeobrigkeit wie schon in der Vergangen - heit, so auch in Zukunft jegliches Verantwortungsgefühl von sich weist.

Mehr als erstaunlich ist dies, wenn man weiss :

a) dass, die Errichtung der Sendestation bereits erfolgt war, bevor der Gemeinderat hierüber befinden konnte.

b) dass, gemäss kommunalem Bautenreglement öffentliche Gebäude nicht zur Errichtung von GSM - Antennen benutzt werden dürfen.

c) dass, die Errichtung der GSM-Antennen ohne Baugenehmigung vom Bürgermeister zugelassen wurde. Herr Konsbruck gibt zwar an, dass er nicht von der Postverwaltung mit einer Anfrage für eine Baugenehmigung befasst wurde. Aber alleine die Tatsache, dass der Bürgermeister nichts gegen eine wissentlich ohne Baugenehmigung vorgenommene Konstruktion unternimmt, stimmt sehr bedenklich.

Sei's drum! Fest steht, dass, gemäss ministeriellem Beschluss vom 22.02.2002 und in Anlehnung auf das zugunsten der Bürger Adehm und Walerius gesprochene Urteil des Verwaltungsgerichts die GSM - Antennen spätestens am 22.02.02 ausgeschaltet, sowie spätestens am 22.03.02 inklusive Sendestation und Verkabelungen aus dem Kirchturm hätten entfernt sein müssen. Dieser Beschluss wurde übrigens auch vom Bürgermeister im offiziellen Informationskasten der Gemeinde Berdorf publiziert.

Dass die GSM - Sendestation beim Schreiben dieser Zeilen (Mitte Mai) noch immer in Betrieb ist, zeugt davon, dass die Luxemburger Post versucht sich über bindende Gerichtsurteile und ministerielle Beschlüsse hemmungslos hinwegzusetzen.

Zwischenzeitlich hat der für die Vollstreckung des ministeriellen Beschlusses zuständige Distriktskommissar Herrn Konsbruck schriftlich geraten, polizeilich Protokoll gegen die Post wegen Gesetzesmissbrauch erstellen zu lassen.

Parallel haben wir übrigens auch den ' Parquet Général ' mit dieser Angelegenheit befasst.

Im Anhang übermitteln wir Ihnen einen Leserbrief, welcher zwecks Veröffentlichung den Luxemburger Tageszeitungen zugestellt worden ist.

1) Décompte définitif concernant l'aménagement de la rue " an der Keier ".

Die denifitive Abschlussrechnung für die Amenagierung der Strasse " an der Keier " beläuft sich auf 121.554,67 Euro (4.903.503.-Luf).
Einstimmig wurde diese Abrechnung von den Räten angenommen.

2) Décompte définitif concernant la démolition de la piscine tournesol.

Die definitiven Kosten für den Abriss des Schwimmbades belaufen sich auf 89.162,91 Euro (3.596.822,87.- Luf). Zu bemerken bleibt, dass der von Herr Niederweis erstellte Kosten - voranschlag für diesen Abriss nur 80162,62 Euro (3.232.300,19.- Luf) vorsah.

Rat Walerius wollte wissen, wieso Architekt Niederweis sich beim aufgestellten Devis um ca. 9000 Euro (360.000.-Luf) verschätzte.

Ein an diesem Abend aus unerklärlichen Gründen äusserst gereitzt wirkender Bürgermeister

Konsbruck wies darauf hin, dass H. Niederweis nicht davon ausgehen konnte, derart massive Betonfundamente vorzufinden.

Der anschliessende Versuch von Schöffe Conrad sich ebenfalls in die Diskussion einzumischen, wurde prompt vom Bürgermeister mit den Worten " Psst Léo, ...psst, psst ! " im Keime erstickt.

Zu guter Letzt wurde dann auch noch Rat Adehm im Rahmen seiner Frage bezüglich Architekten-honorare von Herrn Konsbruck kurzerhand abgefertigt. Die vom Bürgermeister gemachte rüpelige Aussage " Kuckt ären Dossier, da gesitt dir dat ! " entbehrt jeglichen Kommentars.

Alsdann wurde diese Abrechnung einstimmig von den Räten gutgeheissen.

3) Approbation des statuts du syndicat intercommunal pour la construction d'une piscine " Bäertreffer Schwemm".

Die von Distriktskommissar J.-P. Sinner erstellten Statuten hinsichtlich der Gründung des interkommunalen Syndikats " Bäertreffer Schwemm " wurden einstimmig angenommen.

Im Interesse von Schulsport und Tourismus ist der Schöffenrat nun in einer nächsten Etappe gefordert, zusammen mit den mitimplizierten Gemeinden Befort, Consdorf und Waldbillig, das aus Vertretern der 4 Gemeinden bestehende interkommunale Syndikat , welches für die Realisierung dieses bedeutsamen Projektes zuständig ist, schnellstmöglichst ins Leben zu rufen.

4) Approbation d'une concession de cimetière.

Sämtliche Räte zeigten sich einverstanden, der Familie Siebenaler aus Berdorf eine Grabkonzession zu gewähren.

5) Approbation définitive du lotissement au lieu-dit " In der Sank "

Das Privatlotissement der Immobiliengesellschaft Kurt aus Bridel von ca. 39 Häusern im Ort genannt " In der Sank " wurde definitiv von den Räten gutgeheissen.(siehe hierzu unsere ausführliche Berichterstattung gelegentlich der provisorischen Abstimmung in der " Gemengewo " No 7 / 2001)

6) Confirmation de règlements d'urgence.

Dringlichkeitsreglemente bezüglich der Absperrung verschiedener Strassen in Berdorf wurden von den Räten bestätigt, und zwar:

- Weg auf den Rockelsbongert (Verlegung der neuen Wasserleitung) .

- Strasse an der Ruetsbech (Erneuerung der Kreuzung beim Parc-Hotel) .

- Grundhoferstrasse (Teilabsperrung wegen Kanal- und Strassenerneuerung) .

7) Convention concernant le tournage de films à Berdorf.

Es handelt sich hierbei um Dreharbeiten der Filmgesellschaften " Samsa Film " und Carroussel Pictures " in der Hohllay sowie im Amphitheater während des Monats April 2002.

Die Gemeinde verlangt eine Kaution von 2500 Euro. Für Elektrizität sowie Benutzung des Drehortes werden 500 resp. 1000 Euro Pauschaltaxe verrechnet.

Zu bemerken bleibt, dass die Dreharbeiten an diesen Orten einer Genehmigung des Umweltministeriums unterliegen.

Dieser Punkt wurde einstimmig angenommen.

8) Introduction d'une taxe de raccordement au réseau de la canalisation et de la conduite d'eau.

Die Anschlusstaxen für Trinkwasser sowie für Kanalisation bei Neubauten wurden einstimmig wie folgt definiert:

- Einfamilienhäuser : 250 Euro pro Haus

- Appartementshäuser : 125 Euro pro Appartement

- Hotels : 500 Euro pro Hotel

9) Convention avec un promoteur.

Hierbei handelt es sich um eine neue Konvention zwischen dem Promotor und der Gemeinde bezüglich des in der Gemeinderatssitzung vom 14.12.01 definitiv genehmigten Privat-lotissementes (28,70 Ar) von 5 Häusern gelegen in der rue " Ruetsbech " und der rue " um Wues ".

Wesentliche Punkte der Konvention sind u.a.:

* die Gemeinde erhält vom Promotor 9420 Euro pro errichtetes Haus als Ausgleichzahlung für den Verzicht auf Allgemeininfrastrukturen.

* der Promotor verpflichtet sich das Oberflächenwasser zu drainieren.

Bei der Abstimmung wurde diese Konvention mit 4 Ja - Stimmen, bei 2 Enthaltungen der Räte Adehm und Reisdorf, sowie einer Nein - Stimme von Rat Walerius angenommen.

Die Oppositionsräte konnten der Konvention nicht zustimmen, weil bei der Realisierung dieses Lotissementes den dahinterliegenden Eigentümern kein Anschluss an das Kanalnetz ermöglicht wird. Dies könnte fatale Konsequenzen für die Eigentümer bei späterer Erschliessung vom Baugelände haben. (Siehe auch unsere Erläuterungen in der " Gemengewo " No 7 / 2001)

10) Subsides extraordinaires.

Folgende Extra-Subside wurden gewährt:

- Feuerwehr : 4500 Euro für Beteiligung an der Neuanschaffung von Galauniformen (Gesamtrechnung : 4659 Euro).

- Orgelbauverein : 2000 Euro für Beteiligung an der Ausreinigung der Orgel. (Gesamtrechnung 6624 Euro)

- Rotes Kreuz : 1000 Euro

11) Demande en naturalisation (séance secrète)

In geheimer Sitzung gab der Gemeinderat der Naturalisierungsanfrage von zwei in Bollendorf - Pont lebenden peruanischen Staatsbürgern (Herr und Frau Sequeiros) Zustimmung .

Die Sitzung wurde gegen 21.30 Uhr vom Bürgermeister aufgehoben.

Allgemeine Informationen

* Am 8 März 2002 fand im Gemeindesaal eine Ovation zu Ehren von Gemeinderat Pierre Daleiden statt. Herr Daleiden ist seit 25 Jahren ununterbrochen Mitglied des Berdorfer Gemeinderates. Bürgermeister Konsbruck würdigte in seiner Ansprache die Verdienste des Jubilars, der sich in all den Jahren unermüdlich für die Belange der Bürger der Gemeinde Berdorf eingesetzt hat. Als Anerkennung wurde Ihm von der Gemeinde ein angebrachtes Geschenk überreicht. Seiner Gattin wurde ein Blumengebinde übergeben.
Nach der Feier lud der Jubilar ins Hotel ANDRE nach Bollendorf - Pont ein.

* Vom 19.04.02 bis 05.05.02 fand im Gemeindesaal die Ausstellung " Viru 60 Jar... Resistënz an der Gemeng Bäertréff " statt. Organisator war die lokale Kulturkommission.
Die Ausstellung konnte einen vollen Erfolg verbuchen. Ein spezieller Dank gebührt Herrn Paul Ernzer, der auf fachmännische Art und Weise den Besuchern, vor allem aber den vielen Jugendlichen, Einblick in die bitteren Kriegsjahre verschaffen konnte.

****

Berdorf, den 19 Mai 2002

Leserbrief

DIE LUXEMBURGER POST - ODER ' *UNS KANN KEINER !* '

In einer von der luxemburger Post geführten Werbekampagne wird u.a. mit dem Hinweis " Eis Post, kompetent an zouverlässech " mit Nachdruck auf Kompetenz und Zuverlässigkeit innerhalb des Betriebes hingewiesen. Dem Kunden soll auf diese Weise die breite Angebotspalette im Post-und Telekommunikationsdienst schmackhaft gemacht. werden.

Alles anders als zuverlässig und kompetent gibt sich der Postbetrieb aber dann im Nachhinein, wenn von Privatleuten vor dem Verwaltungsgericht im Rahmen einer Kommodo-Inkommodoprozedur bei der Inbetriebnahme von GSM-Antennen geklagt wird, und die anschliessenden Gerichtsurteile zu Ungunsten der Post ausfallen.

So geschehen gemäss nachstenhender Schilderung in der Ortschaft Berdorf;

Anfang des Jahres 2000 errichtete die Post eine Sendestation mit 3 GSM-Antennen von je 500 Watt Ausgangsleistung im Glockenturm der Pfarrkirche, und dies inmitten eines dicht besiedelten Wohngebietes.
Obwohl zu diesem Zeitpunkt wegen des bestehenden Gesundheitsrisikos von einem Grossteil der betroffenen Bevölkerung gefordert wurde, die Installierung der kompletten Sendeanlage in einem gesicherten Abstand zur Ortschaft und auf einem von der Gemeinde zur Verfügung gestellten Platz vorzunehmen, nahm die Post die Anlage nach erhaltener Genehmigung von Arbeits - und Umweltministerium am 17.04.2000 im Dorfkern von Berdorf in Betrieb.

Die zwei unterzeichneten Bürger zogen vor das Verwaltungsgericht um gegen die Inbetriebnahme der GSM-Sendestation Klage zu führen. Den Klägern wurde am 12.02 2001 auf Anhieb Genugtuung erteilt. Da keine legale Basis für die Errichtung, sowie die Inbetriebnahme von GSM - Antennen im Glockenturm der Pfarrkirche besteht, wurde der Post die Genehmigung entzogen.

Die Postverwaltung sowie der luxemburger Staat gingen zwar in Berufung, jedoch wurde das Urteil der Vorinstanz in seiner Integralität am 20.12. 2001 von den Richtern zu Gunsten der Kläger bestätigt.

Im Anschluss an den Prozess wurde gemäss ministeriellen Beschluss des Arbeitsministeriums vom 22. Februar 2002 die Post auf Grund des Gerichtsurteils aufgefordert die GSM-Sendestation unverzüglich abzuschalten, und bis spätestens 22. März 2002 aus dem Kirchturm zu entfernen. Der Genehmigungsentzug wurde ebenfalls im offiziellen Informationskasten der Gemeinde Berdorf publiziert.

Doch siehe da! All dies scheint unsere ehrwürdige luxemburger Post nicht aus ihrem Konzept zu bringen.
Es wird sich nach dem Motto " Uns kann keiner ! "über den Richterspruch, sowie den anschliessenden ministeriellen Beschluss hinweggesetzt. Fünf Monate nach dem Verdikt des Berufungsverfahrens, und allen Aufforderungen zum Trotze bleibt Tatsache, dass die GSM - Sendeanlage nach wie vor in Betrieb ist.

Gelten etwa eigene Gesetze für die Post, oder versucht man auf eine nicht (mehr) existierende Monopolstellung zu vertrauen?

Zwischenzeitlich hat der für die Vollstreckung des ministeriellen Beschlusses zuständige Distriktskommissar ebenfalls den in der Verantwortung stehenden Bürgermeister der Gemeinde eingeschaltet.
Dem Bürgermeister wurde angeraten, wegen Gesetzesmissbrauchs, polizeilich Protokoll gegen die Postverwaltung erstellen zu lassen.

Auch wenn die luxemburger Post in diesem Fall die fundamentalen Rechte der kleinen Bürger missachtet, so setzen wir trotzdem noch volles Vertrauen in die demokratischen Spielregeln unseres Rechtsstaates. Und weil unsere Minister und Politiker bei jeder Gelegenheit mit berechtigtem Stolz auf den luxemburger Rechtsstaat, sowie dessen Gewaltentrennung und Rechtssprechung hinweisen, sind wir optimistisch, dass dem ganzen Spuk in dieser uns betreffenden leidigen Angelegenheit kurzfristig ein Ende gesetzt wird.

G. Adehm, Berdorf .
E. Walerius, Berdorf.